

Pourquoi s'intéresser à l'Iran ? *

Patrick Michon

Ingénieur civil spécialiste des questions industrielles de défense. Responsable du Groupe de réflexion armements et économie de défense (GRAED 4).

L'Iran a l'ambition de devenir une puissance régionale du Moyen-Orient reconnue et respectée. La France et l'Union européenne ont l'opportunité de faire un retour dans cette région où leur présence s'est amenuisée au fil des dernières décennies. Ce retour est possible à une triple condition : définir une politique étrangère claire, ouverte et sans exclusive concernant la région ; accepter de se démarquer de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran (remise en cause du traité nucléaire, nouvelles sanctions) et s'affranchir de la menace que fait peser sur les entreprises françaises la justice des États-Unis par la pratique judiciaire d'extra-territorialité ; développer une série de projets s'inscrivant dans la durée permettant de tisser des liens économiques solides.

En coopération avec les pays de l'UE, il revient à la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et depuis le *Brexit*, seule puissance nucléaire de la dite UE, de prendre l'initiative de ce retour diplomatique et économique.

Plus que d'autres pays, l'Iran reste difficile à cerner. Le GRAED 4, « allant vers l'Orient compliqué avec des idées simples », a mesuré la difficulté de trouver des sources fiables et a conscience de la fragilité de son étude, convaincu de l'utilité de faire bouger les lignes et de sortir l'Iran de son isolement tout en souhaitant que la France en tire bénéfice.

Alors que le président Hassan Rohani s'engage résolument dans une voie réformatrice, l'établissement d'un nouvel équilibre dépend du redémarrage de l'économie et surtout de la reprise des flux financiers nécessaires aux investissements tant étrangers qu'iraniens.

Le nécessaire rééquilibrage de nos relations avec l'Iran et l'Arabie saoudite

Le général de Gaulle, soucieux de la sécurité énergétique de la France, posa les fondements d'une relation franco-saoudienne autour du *deal* « pétrole contre

* Cet article du Groupe de réflexion armement et économie de défense (GRAED 4) est extrait de la 12^e édition des « Entretiens Armement et Sécurité », colloque bisannuel consacré aux questions de défense et de sécurité, sur le thème « Affrontements et technologies », de l'association des auditeurs et cadres des hautes études de l'armement (AACHEAR/IHEDN) présenté le 2 mai 2018.

armement ». Le président François Mitterrand à partir de 1981 ne remit pas en cause cette politique. Lors de la première guerre du Golfe (1990-1991), la participation française aux opérations militaires fut un élément de la protection de l'Arabie saoudite. Mais, sur le long terme, il faut admettre que l'Arabie saoudite donnera toujours la priorité à son alliance historique avec les États-Unis et que la France devra se contenter d'un statut d'allié de second rang.

La diplomatie française devrait s'efforcer de rééquilibrer sa politique étrangère actuellement en faveur d'un axe sunnite dirigé par l'Arabie saoudite, ce qui serait la manière la plus efficace de convaincre ensuite ce pays d'abandonner ses ambitions nucléaires et balistiques, et ainsi se retrouver en bonne position pour bénéficier du gigantesque potentiel d'investissement que représente l'Iran.

Secteurs où les coopérations France-Iran devraient se développer

Il s'agit de reconstruire une relation en faisant abstraction des divergences passées. Lors du déclenchement de la Révolution islamique en 1979, la France croyait pouvoir prendre la place économique et politique des États-Unis vis-à-vis du nouveau pouvoir qui se mettait en place, recueillant ainsi les dividendes de l'accueil à Neauphle-le-Château de l'Ayatollah Khomeiny. L'Iran « nouveau » voulut en premier lieu récupérer au plus vite les investissements que le Chah avait effectués dans la filière française d'enrichissement d'uranium Eurodif. Une autre cause d'animosité iranienne fut l'appui donné par la France à l'Irak, qui déclencha la guerre, et à qui Paris livra de grande quantité d'armements parmi les plus modernes, utilisés pour étouffer les capacités d'exportation du pétrole iranien. L'Iran se servit alors d'un concept de guerre asymétrique, en déclenchant une campagne d'attentats terroristes contre les intérêts français, y compris sur notre territoire.

Nous suggérons une remise à zéro selon les axes suivants : une démarche « donnant-donnant » ; un rééquilibrage de notre politique étrangère ; une autonomie de décision vis-à-vis des politiques de sanctions de certains pays partenaires ; une prise en compte réaliste de la situation politique en Iran ; une approche de *soft power* ; et même plus loin, envisager un retour dans le domaine de la défense. C'est évidemment un objectif à long terme, mais la création de postes d'attaché militaire et d'attaché d'armement pourrait être prévue dans un avenir proche, afin de lancer une coopération franco-iranienne en matière de lutte contre le terrorisme.

Élaborer une politique européenne ouverte sur l'Iran

Une politique étrangère commune dans l'Union européenne

Aujourd'hui, l'Europe a l'opportunité de faire un retour au Moyen-Orient où, depuis plusieurs décennies, son poids ne fait que décliner. Mais, pour profiter de cette opportunité, elle doit élaborer une politique étrangère commune ; pour

renforcer l'efficacité de cette démarche, les premiers éléments d'une politique de défense commune pourraient être mis en place. C'est d'autant plus nécessaire que les États-Unis seront sans doute de plus en plus réticents à financer la sécurité du continent européen. Mais cette évolution ne sera réalisable que par la volonté d'un groupe restreint de quatre ou cinq pays, conduits par la France (car après le *Brexit* celle-ci sera le seul pays de l'UE membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et la seule puissance nucléaire). La collaboration franco-allemande, par son effet d'entraînement sur le reste de l'Europe, devient de plus en plus importante et pourrait être facilitée par une certaine convergence d'intérêts vis-à-vis de l'Iran.

Une aide diplomatique à l'Iran pour un partenariat

La France et l'Union européenne ont tout intérêt à aider l'Iran à se positionner en tant que puissance régionale, sans heurter frontalement les États arabes voisins. Cette démarche contribuerait aussi à la stabilisation du Moyen-Orient, restaurerait une présence européenne dans la région et permettrait de se positionner au même niveau que la Russie, laquelle ne cache pas ses ambitions dans cette région du monde et cherche à travailler avec tous les pays impliqués, quelle que soit leur spécificité religieuse.

L'aide diplomatique ainsi apportée créera un climat favorable pour construire un partenariat avec l'Iran ; l'Europe est en effet, pour celui-ci, un partenaire potentiel de tout premier ordre, à condition que les pays membres mettent en commun leurs capacités financières, industrielles et commerciales.

Une place pour l'euro dans le système monétaire international

La montée en puissance de la Chine et ses besoins d'approvisionnement en énergie conduiront inéluctablement à la fin d'un système monétaire exclusivement fondé sur le dollar (et donc soumis au *diktat* des États-Unis). Le yuan deviendra une monnaie de référence à côté du dollar. L'euro doit profiter de ce changement de paradigme pour s'imposer aussi comme monnaie de référence dans le futur système international ; l'Iran n'y serait pas opposé. C'est une ambition justifiée, mais qui exige de mobiliser les meilleures compétences européennes en matière de systèmes monétaires et surtout de sensibiliser et motiver les responsables politiques.

Un positionnement plus autonome par rapport aux États-Unis

L'Iran et l'Union européenne doivent élaborer ensemble une vision partagée des réponses diplomatiques qui peuvent être apportées à Donald Trump et surtout rechercher les moyens de supprimer ou de contourner les obstacles administratifs et financiers mis par les États-Unis au commerce avec l'Iran. En particulier, pour ce qui est du système *Swift*, il conviendra de préparer et de faire voter un amendement au texte d'habilitation afin de retirer aux États-Unis le droit d'utiliser contre les entreprises européennes les données que l'Europe leur fournit.

Une attention au développement de la finance islamique

La finance islamique, si elle se développe, peut apporter des solutions innovantes pour financer des investissements qui comportent une importante dimension sociétale. Elle pourrait favoriser le financement de certains plans d'équipement auxquels les entreprises européennes ou françaises pourraient participer au service de grandes villes iraniennes.

Des secteurs civils qui peuvent être l'objet de coopération

Environnement, infrastructures et mise en valeur du potentiel touristique

Le domaine de l'environnement devient une des priorités du gouvernement iranien. Le savoir-faire français dans la gestion de l'eau, des déchets et la maîtrise de la pollution de l'air peut trouver de nouveaux débouchés dans ces domaines. Des grandes villes, comme Téhéran, Ispahan ou Mashhad, vont inévitablement revoir leurs plans d'aménagement où les entreprises étrangères seront engagées dans des négociations. L'Iran dispose d'une capacité touristique considérable : des plages, des montagnes (92 sommets de plus de 4 000 mètres, un important domaine skiable), de nombreux sites archéologiques de tout premier plan. Mais cette capacité est aujourd'hui peu exploitée.

Le secteur bancaire

Le secteur bancaire iranien est très préoccupant à de nombreux égards (sous-capitalisation des banques, crédits non recouvrables, absence de contrôle interne, insuffisance des contrôles externes, activités sortant du périmètre autorisé, corruption et fraude, insuffisance des plans de développement, obsolescence des outils, formation insuffisante du personnel, etc.). Son état général exige une refonte urgente. Il y a là des possibilités de coopération car le secteur bancaire en France dispose d'un savoir-faire réel. Cependant la coopération que nous souhaitons voir établir dans le secteur bancaire risque de provoquer une nouvelle crise entre Paris et Washington. L'amende infligée à BNP-Paribas (8,9 milliards de dollars) fait comprendre la gravité de la situation.

La grande distribution et la création de filiales et start-up

La distribution en Iran est encore peu structurée (en dehors des bazars). Des besoins de compétences en gestion de centres commerciaux commencent à se faire sentir. Les sociétés françaises peuvent trouver l'opportunité de créer des filiales ou des coentreprises en Iran. En particulier, les PME françaises, peu présentes jusqu'ici, saisiront de très belles opportunités à coopérer avec des PME locales. Le rôle des deux États dans cette politique devra être précisé. Du fait de l'extraordinaire dynamisme des jeunes iraniens, les *start-up* performantes se développent ;

avec un capital modeste, nous pouvons lancer rapidement des développements et partager des résultats intéressants.

Emploi des binationaux franco-iraniens

On ne peut pas comprendre les Iraniens et négocier efficacement avec eux si on ne s'est pas imprégné de leur culture du bazar se substituant à la force de l'État et au charisme des dirigeants ; langage indirect et ambigu, lenteur, suspicion, obsession du complot, voire corruption (conséquences inéluctables de la soumission des peuples) ; les approches fondées sur le temps compté, la force de la loi, la bonne foi et le rayonnement peuvent, au départ, paraître suspectes aux interlocuteurs iraniens.

Préparer l'avenir en approfondissant les relations scientifiques et techniques

Les formations de haut niveau offrent des opportunités de partenariat. Les formations supérieures françaises (ingénieur, commerce, finance) doivent accueillir un nombre beaucoup plus important d'étudiantes et d'étudiants iraniens dont on sait *a priori* qu'ils ont un excellent niveau.

La Russie et les États-Unis sont trop souvent les interlocuteurs exclusifs des scientifiques iraniens. Il faut aussi que ceux-ci soient intégrés dans des organismes scientifiques civils européens, ce qui est déjà le cas à l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) ⁽¹⁾ ; les domaines qui touchent fortement à la défense sont cependant à éviter.

Conclusion

L'intérêt bien compris de l'Union européenne et de la France est de développer rapidement une coopération économique avec l'Iran pour que ces liens, d'abord matériels, aident au rapprochement de ce pays avec le concert des nations développées, et lui éviter la tentation d'agir, en s'appuyant sur d'autres États et organisations, à l'encontre de la légalité internationale et de la stabilité du Moyen-Orient. Il ne faudrait pas cependant être naïf et croire à une prétendue amitié entre États, car ceux-ci resteront des monstres froids, pour qui une alliance comme un affrontement ne saurait être définitif, au contraire des intérêts nationaux qui sont eux permanents. ♦

(1) CERN, du nom du Conseil européen pour la recherche nucléaire, organe provisoire institué en 1952.